

ÉCOLE NATIONALE  
DE LA MAGISTRATURE

PARTIE RÉSERVÉE AU JURY

N° de dossier du candidat : 0024

NOTE

14,50/20

Le candidat ne doit rien écrire dans la partie réservée au jury. IL NE DOIT PAS SIGNER SA COMPOSITION

NOMBRE DE FEUILLES INTERCALAIRES :

1

COMPOSITION DE note de synthèse

La justice militaire (en temps de paix)

Certifié exact.

LE MAGISTRAT OU FONCTIONNAIRE  
CHARGÉ DE LA SURVEILLANCE

(signature)

Issue d'une histoire ancienne, la justice militaire en temps de paix poursuit un mouvement de modernisation depuis les années quatre-vingt dont l'origine réside dans la portée de son intégration au sein du droit commun. Alors que le droit positif

a maintenu de particularités tout en les atténuant (I), la réforme actuelle vise à concilier l'impératif d'intégration au droit commun et le respect de spécificités justifiées (II).

I La justice militaire en temps de paix hérite de spécificités qui ont toutes fait été progressivement atténuées

### A - Le maintien d'un privilège de juridiction

La justice militaire définie comme l'ensemble de institutions chargées de juger les infractions commises par les militaires et, par extension, le droit applicable en la matière, a longtemps été marquée par un privilège de juridiction. Or, même s'il a fait l'objet d'atténuations depuis le Code usipre de justice militaire de 1965 et les évolutions importantes de la loi du 21 juillet 1982 complétée par la loi du 10 novembre 1989, il a été maintenu pour les infractions commises par des militaires en temps de paix hors du territoire national. La juridiction compétente, créée depuis 1999, revient au tribunal aux armées de Paris (TAAP). Le critère de répartition de ce contentieux militaire est d'ordre géographique, les infractions commises par les militaires sur le territoire national relevant, depuis la suppression des tribunaux permanents de forces armées en 1982, de chambres spécialisées <sup>au sein</sup> des tribunaux de droit commun (tribunaux de grande instance territorialement compétents).

Constitué de deux chambres et organisé comme une juridiction, le tribunal aux armées de Paris ne représente pas vraiment une spécificité dans l'organisation judiciaire française : ses règles, désignées au Code de l'organisation judiciaire, le rattachant fonctionnellement à la

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

direction des affaires juridiques du ministère de la Défense, même s'il relève du ministère de la justice au plan judiciaire.

En particulier les magistrats du Parquet (Procureur de la République et substitut) et le juge d'instruction sont détachés dans des fonctions militaires, tandis que les magistrats du siège sont régis par les règles du droit commun. En cas d'appel, la justice militaire est rendue par la cour d'appel de Paris sous le contrôle de la Cour de cassation. Outre la compétence juridictionnelle, le droit pénal appliqué <sup>à la justice militaire en temps de paix</sup> présente des particularismes en voie de normalisation.

## B. La normalisation inchangée du droit pénal appliqué aux militaires

Si les infractions relèvent du tribunal aux armées ou de formations spécialisées de tribunaux de grande instance, les dispositions du code de procédure pénale s'appliquent lors des phases d'enquête, d'instruction et de jugement. La loi du 10 novembre 1959 a renforcé l'alignement de procédure en rendant une plus grande égalité des justiciables, notamment militaires, devant la justice pénale. En effet, le justiciable militaire dispose des mêmes droits que tout justiciable s'agissant du régime ordinaire de la garde à vue, de la détention provisoire ou de l'assistance d'avocat.

Néanmoins ces éléments, de spécificités demeurent, en particulier la communication d'un avis consultatif du ministre de la Défense ou de autorités militaires habilitées, préalablement à l'ouverture de poursuites pénales.

Aux fins de protection du secret de défense nationale, il est également possible d'écarte le jury populaire ou d'ordonner le huis clos. La réforme actuellement engagée ne supprime pas l'ensemble de spécificités de la justice militaire.

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

## II La réforme actuelle de la justice militaire en temps de paix concilie l'impératif d'intégration au droit commun et le respect de spécificités justifiées

### A - La nécessaire modernisation du droit positif

La justification de la modernisation de la justice militaire tient à l'obsolescence de certaines règles et au faible volume de ce contentieux. Les règles dérogatoires relevant le tribunal aux armées dont les magistrats du parquet sont nommés par le ministre de la défense, sans avis préalable du Conseil supérieur de la magistrature peuvent susciter une suspicion de partialité à l'égard des magistrats concernés. Encore, nombre d'accords internationaux attribuent la compétence des infractions commises par des militaires français à une juridiction française, sans autre précision. Outre ces règles, en voie de désuétude, le faible volume d'activité du tribunal aux armées de Paris militaire pour une modernisation (environ 1600 procédures <sup>des infractions</sup> <sup>et 400 jugements</sup> par an, 90% relevant de droit commun), ceci résultant en grande part de la professionnalisation des armées et de la fin de la corruption.

Comme l'avait recommandé le professeur dege Guinchard dans son rapport en 2008, la réforme de la justice militaire s'inscrit dans le cadre d'un projet de loi relatif à la répartition du contentieux et à l'allègement de certaines procédures judiciaires. Même pour une entrée en vigueur de 1<sup>er</sup> janvier 2011, la réforme porte sur le transfert des compétences du tribunal aux armées vers un pôle spécialisé du Tribunal de grande instance de Paris. La fin du privilège de juridiction s'accompagne de la poursuite du rapprochement du droit pénal général et du droit pénal militaire en termes de contrôle judiciaire et de peines encourues.

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

B - La préservation justifiée de certaines spécificités

L'intégration accrue au droit commun n'en laisse pas moins subsister des particularismes qui se justifient par la nature de l'activité militaire, notamment lors d'opérations sur des théâtres extérieurs. Ainsi sont-elles maintenues les dispositions relatives à l'avis du ministre de la défense et à la constitution de partie civile (articles 698-1 et 698-2 du Code de procédure pénale). Le maintien des greffes militaires garantit également l'expertise nécessaire sur ces dossiers. La spécialisation des <sup>en outre</sup> magistrats de la formation spécialisée du TGI de Paris est <sup>garantie</sup> de la compétence de cette juridiction, à l'instar de la situation d'autres pôles spécialisés en matière de délinquance financière ou de terrorisme.